



Pour un parti des travailleurs et travailleuses, communiste et internationaliste

BioMéryeux

Lundi 2 juin 2025

« TVA sociale » : Bayrou nous refait le coup de la dette !

Le 27 mai, Bayrou a annoncé, pour l'été, un « plan de retour à l'équilibre des finances » qui « demandera des efforts à tous les Français, sans exception ». À tous, vraiment ? Aux travailleurs et travailleuses, certainement, mais pas touche aux grandes fortunes et aux actionnaires ! Mais d'où vient la dette, si ce n'est des subventions aux entreprises et des allègements d'impôts ? Et qui en profite, sinon les fonds de pension et les banques qui empochent les intérêts ?

Une TVA... pas du tout « sociale »

Bayrou nous présente la facture avec la mal nommée « TVA sociale », autrement dit le financement de la Sécu par l'impôt. Et pas n'importe lequel : la TVA, une taxe particulièrement injuste, que tout le monde paie au même taux, quel que soit son revenu, en faisant ses achats.

Le déficit de la Sécu est la conséquence des milliards d'exonérations de cotisations patronales. Les remplacer par un impôt ce n'est rien d'autre qu'un vol ! Mais l'arnaque ne s'arrête pas là. Rien ne dit que ces milliards resteront fléchés vers la Sécu. Un prochain gouvernement pourrait rediriger cette manne vers d'autres budgets. On n'a pas fini d'entendre parler du « trou de la Sécu »...

Une journée de grève face à l'urgence sociale ?

La facture se paye aussi cash avec nos emplois. Les suppressions d'emplois dans la santé, le social, l'éducation, s'ajoutent aux dizaines de milliers de licenciements dans les entreprises privées. Depuis septembre 2023, la CGT compte 400 plans sociaux, menant à la suppression d'au moins 90 000 emplois directs et 250 000 emplois induits. Michelin, MA France, Vencorex, Casino : les licenciements ne concernent pas que les plus grandes boîtes. Dans toutes les régions, des travailleurs et des travailleuses apprennent que leur emploi est menacé voire supprimé, dans l'automobile, la chimie, le commerce...

Face à cette urgence sociale, les luttes ont lieu en ordre dispersé. Jeudi 5 juin, la CGT appelle (les autres organisations syndicales ont refusé de s'y joindre) à une journée de grève pour les retraites. Elle compte profiter de la « niche parlementaire » du Parti communiste à l'Assemblée nationale, lors de laquelle les députés du PCF proposeront l'abrogation de la retraite à 64 ans.

Une journée de mobilisation qui remet une nouvelle fois notre sort entre les mains des parlementaires.

Le RN et Bardella à la botte des patrons

Pour passer, l'abrogation devrait aussi être votée par les députés du Rassemblement national, bien positionné en embuscade pour profiter du pourrissement de la situation sociale et politique. L'héritière Marine Le Pen prétend défendre les classes populaires en refusant la « TVA sociale »... alors que son grand remplaçant Bardella fait les yeux doux au patronat dans l'hebdomadaire d'extrême droite Valeurs actuelles, promouvant la retraite à 67 ans, la suppression des impôts sur les entreprises, la réduction des dépenses publiques et un « pacte de confiance » avec les chefs d'entreprise, de la « TPE-PME au dirigeant du CAC 40 ».

Le 5 juin, et après : défendons nos intérêts !

Face aux attaques, prenons nos affaires en main, travailleurs et travailleuses, quelle que soit notre nationalité, du public et du privé. Bien évidemment, le 5 juin, nous devons être nombreuses et nombreux à nous mettre en grève et à manifester, quelle que soit notre appartenance syndicale. Non pas parce que nous aurions quelques illusions dans le fait qu'une seule journée de grève permette d'obtenir satisfaction. Mais parce que nous devons nous saisir de toutes les occasions pour mettre en avant la nécessaire riposte du monde du travail : pour la retraite à 60 ans et à 37,5 annuités pour tous et toutes, l'interdiction des licenciements, les créations d'emplois dans les services utiles à la population et l'augmentation des salaires. Et au-delà : pour une société débarrassée des exploiteurs, des racistes et de leur monde.

Fais pas ci, fais pas ça !

En réunion de secteur, nous a été annoncé le prochaine audit réglementaire... et toutes les recommandations, comportement et bonnes pratiques à avoir lorsque nous serions interviewés :

- « *Etre présent et disponible* » : comment fait-on lorsqu'on est seul sur deux chaînes comme à P1 ?

- « *Ne pas répondre à la place des autres* » : mais quels « autres » ?

- « *Faire attention au langage non-verbal* », avoir une « *poker face* » : notre visage peut-il quand même exprimer notre fatigue du travail et notre irritation, d'autant plus avec cette pression mise un mois à l'avance ?

- « *Eviter les phrases comme « en théorie nous suivons les procédures mais cela fait plusieurs mois que nous travaillons en mode dégradé »* : en même temps, cela fait plusieurs mois que nous travaillons en mode dégradé, donc...

En réalité, nous n'avons aucune raison de cacher la misère sous le tapis. Si la boîte veut montrer que la production se déroule dans des conditions idéales, elle n'a qu'à les mettre en place ! Mais comme cela n'arrivera ni à Noël, ni pour un audit, n'espérons aucune amélioration en dehors de celles acquises par nos luttes !

Charité ordonnée... par le patron... a assez duré !

Depuis quelques jours, la direction organise une grande collecte pour les plus démunis. Nous sommes invités à donner vêtements et linge de maison, ce que l'on peut faire, bien sûr. Mais soyons conscients de ce qui se joue : un patronat dit « humaniste » qui organise la générosité pour les plus pauvres, cela rappelle grandement certaines pratiques moyenâgeuses de la charité où les puissants s'achetaient par leurs « bonnes actions » une place au paradis.

Nous sommes pour que chacun et chacune dans cette société puisse vivre dignement, en ayant chacun selon ses besoins. Mais cela passera justement par le reversement de ceux qui prônent la charité tout en voulant maintenir à tout prix cet ordre social injuste qui fait perdurer des inégalités indignes qui jettent une partie de la population dans la misère ! Bien mieux que les collectes, les luttes collectives !

Y'a que la vérité qui blesse

Pourquoi la direction de Marcy a-t-elle demandé à une voiture de la sécurité de mettre la pression à l'une des diffuseuses de ce papier pour qu'elle se décale sur la route ? Recul d'autant plus ridicule que c'est

l'histoire de deux ou trois mètres ! Certainement pas pour sa sécurité puisqu'elle se retrouve dans le virage ! Est-ce parce que ce bulletin l'asticoterait un tantinet ?

Pour marquer votre soutien, continuez à le prendre, à le lire et à l'informer !

Près de 400 plans de licenciements en cours

La CGT tient régulièrement le décompte des plans de licenciement annoncés et du nombre de salariés concernés. Il y a presque un an, jour pour jour, elle en dénombrait 130. Chiffre qui montait à 200 alors que Michel Barnier était Premier ministre, puis à 300 lorsque son successeur, François Bayrou, a pris ses fonctions. Aujourd'hui, on en est à 381 avec près de 300 000 emplois menacés. Et face à cette situation dramatique, Macron fait de la gonflette avec des opérations bidon comme « *Choose France* ». Il est plus que temps de se battre pour l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous et toutes.

Les glaciers fondent... jusqu'ici, tout va bien ?

Mercredi 28 juin, dans les Alpes suisses, le glacier du Birch s'est effondré, engloutissant la quasi totalité du village de Blatten (300 habitants) en contrebas. La catastrophe, anticipée, a tout de même fait une victime. Et elle préfigure d'autres événements du même type : des chercheurs du CNRS estiment que les glaciers des Alpes et des Pyrénées ont perdu 40 % de leur volume depuis l'an 2000. Le phénomène s'accélère et des dizaines de glaciers pourraient céder dans les prochaines années. Le dérèglement climatique nous mène à la catastrophe. Il faut en finir avec ce système fou !

Espagne : Barcelone rompt tous ses liens institutionnels avec Israël

Le conseil municipal de Barcelone a approuvé une résolution visant à rompre tout lien institutionnel avec le gouvernement israélien et à suspendre l'accord de jumelage, d'amitié et de coopération qui, depuis 1998, liait la ville à Tel Aviv-Jaffa. Pour expliquer leur décision, les conseillers ont déclaré que cette suspension durerait « *jusqu'au rétablissement du respect du droit international et des droits fondamentaux du peuple palestinien* ». La province autonome de Catalogne, dont Barcelone est la capitale, a déjà rompu toutes ses relations commerciales avec Israël plus tôt dans le mois dernier.

Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Imprimerie Spéciale NPA